

Les mails qui ont envoyé Adlène Hicheur en «préventive»

14 janvier 2012 | Par [Louise Fessard](#)

- [Article](#)
- [Prolonger](#)
- [20 Commentaires](#)

- [1](#)
- [2](#)
- [3](#)

Lire aussi

- [L'affaire Adlène Hicheur, nouvelle dérive de l'antiterrorisme ?](#)
- [Adlène Hicheur: «Il faut mesurer la violence de l'arbitraire»](#)
- [Le mystérieux correspondant d'Hicheur interrogé par la sécurité algérienne](#)
- [Un physicien du Cern détenu depuis plus de 17 mois](#)

En détention provisoire depuis plus de deux ans à Fresnes, Adlène Hicheur, chercheur franco-algérien en physique des particules, pourrait être jugé fin mars 2012 devant un tribunal correctionnel pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

Il est principalement reproché à ce brillant scientifique de 35 ans d'avoir, au cours d'échanges électroniques avec un cadre d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), envisagé de « constituer une cellule opérationnelle dont l'objectif était la commission d'actions violentes en Europe et plus précisément en France », indiquent les juges d'instruction dans leur ordonnance de renvoi du 29 décembre 2011.

Cette accusation repose presque exclusivement sur une trentaine de courriels échangés sous divers pseudonymes de janvier à juillet 2009 entre Adlène Hicheur et un homme rencontré sur un site djihadiste francophone. Ce dernier, arrêté en Algérie janvier 2011, sera ensuite identifié comme Mustapha Debchi, un membre d'Aqmi vivant alors dans la clandestinité.

« Aucun élément de l'information judiciaire ne permettra de démontrer que malgré leurs contacts fréquents Adlène Hicheur ait pu avoir effectivement connu la véritable identité de son interlocuteur », précise toutefois le réquisitoire du procureur.

Comment deviner, à partir d'écrits, les réelles intentions d'Adlène Hicheur ? Et surtout, en l'absence du moindre élément matériel de préparation d'un acte, « 35 mails, dont une dizaine problématiques, peuvent-ils justifier le maintien en détention pendant des années d'une personne ? », demande M^e Patrick Baudouin, son avocat.

Selon Adlène Hicheur, ces échanges réalisés, alors qu'il était cloué au lit par une hernie discale, relevaient uniquement de la sphère virtuelle et intellectuelle.

« Il s'agissait plus d'une exposition de points de vue que d'une attente sérieuse, avait-il [expliqué à Mediapart](#) en septembre 2011. Peut-être avec quelques débordements, comme ceux

qui peuvent se produire dans des échanges volatils et virtuels mais ça n'est jamais allé plus loin que cela. Je n'ai jamais projeté quoi que ce soit, encore moins quelque chose de précis. »

Les deux juges d'instruction estiment eux, au contraire, que les « *échanges d'idées, les moyens d'action envisagés et les tentatives mêmes de collaboration* » franchissaient « *le simple débat d'idées politiques ou religieux pour s'établir dans la sphère de la violence terroriste envisagée sous tous ses aspects opérationnels* ».

« Il fallait intervenir »

Les juges et le parquet s'appuient sur quelques mails plus menaçants que les autres.

En février 2009, Phenixshadow (le pseudo de Mustapha Debchi) entre pour la première fois dans le concret, indiquant à Adlène Hicheur « *vouloir exécuter des opérations en France* ». « *Il nous manque les amoureux (...) prêts à ceci ; je te proposerais qu'on soit tous les deux en tête de liste* », poursuit-il dans une référence assez explicite à un éventuel attentat-suicide.

Adlène Hicheur refuse et livre sa propre « *vision concernant (sa) participation dans le djihad* » : « *J'ai adopté le principe "faire ce qui peut durer même s'il s'agit de petits actes"*. »

Dans le courriel suivant, Adlène Hicheur suggère une cible potentielle. « *Concernant le sujet des objectifs, ils sont différents suivant la différence des résultats souhaités après les coups,* écrit-il. *Exemple : s'il s'agit de punir l'Etat à cause de ses activités militaires au pays des musulmans (Afghanistan) alors il supporte d'être un pur objectif militaire (comme par exemple : base d'aviation de la commune de Karan Jefrier près de la ville d'Annecy en France). Cette base entraîne des forces et les envoie en Afghanistan.* » Il s'agit en fait du 27^e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy, à Cran-Gevrier.

Mais quelques mois plus tard, en juin 2009, à nouveau mis en demeure par Mustapha Debchi (« *Cher frère on ne va pas tourner au tour du pot : est-ce que tu es disposé à travailler dans une unité active en France* »), Adlène Hicheur se montre beaucoup plus flou.

Il évoque cette fois « *quelques points qui méritent discussion* » : « *les industries vitales de l'ennemi et les grandes entreprises et les poids lourds (ex. Total, British Petroleum, Suez, Vivendi, ELF...)* », « *des objectifs militaires et politiques* » et des « *assassinats ciblés* ».

Adlène Hicheur cherche-t-il à noyer le poisson ? Il n'est en tout cas plus question de Cran-Gevrier, qui sera pourtant présenté par Frédéric Péchenard, le directeur général de la police nationale, lors de l'arrestation d'Adlène Hicheur, le 8 octobre 2009, comme la « *cible choisie* ». « *La cible était choisie, il fallait intervenir* », avait-il affirmé, alarmiste, au *Monde*.

« *Nous avons eu un individu autoradicalisé qui a essayé de poser une bombe dans un bâtiment de chasseurs alpins, mais nous l'avons interpellé avant* », avance-t-il un an plus tard sur [France Inter](#). Bien avant même, puisque aucun élément matériel n'est venu étayer la thèse des autorités selon qui Adlène Hicheur préparait un attentat.

Un interpellation précipitée ?

C'est l'interception par la DCRI d'un mail de confirmation d'une réservation pour un billet aller-retour vers l'Algérie, qui précipite l'interpellation du scientifique au petit matin du 8 octobre 2009 alors qu'il s'apprêtait à se rendre à l'aéroport.

Fausse alerte comme le montrera l'enquête : Adlène Hicheur disposait d'un billet retour pour le 18 octobre et il avait un motif précis pour ce voyage, à savoir la construction d'une maison sur un terrain co-acquis avec son beau frère quelques mois auparavant.

« Pourquoi arrêter Adlène Hicheur alors qu'il disposait d'un billet aller-retour dans le cadre d'un congé pris ?, demande M^e Baudouin, son avocat. Et surtout pourquoi à ce moment là alors que les mails devenaient plus rares et les propos de plus en plus édulcorés ? Je pense que la DCRI, service étroitement lié au politique, a agi avec précipitation pour prouver son efficacité. »

Maintenu en détention provisoire jusqu'au procès, Adlène Hicheur peut très difficilement préparer sa défense, n'ayant accès qu'à compte-gouttes aux vingt-trois tomes du dossier.

Lire [le récit par Halim Hicheur sur son blog](#) de l'arrestation de son frère, qui relate la violence tant de l'interpellation, des 96 heures de garde à vue d'Adlène Hicheur, que du traitement médiatique qui en sera fait. Il s'interroge : *« Le fait d'être musulman constitue-t-il donc une circonstance aggravante aux yeux du grand public pour que seules les organisations de défense des droits de l'Homme s'en émeuvent ? »*